



Rapport Financier 2013

SOMMAIRE

A/ Déclaration des personnes physiques responsables.....	Page 4
B/ Comptes annuels	
I/ Bilan.....	Page 6
II / Résultat.....	Page 8
III/ Tableau de flux de trésorerie.....	Page 9
IV/ Variation des capitaux propres.....	Page 10
V / Annexe	Page 11
C/ Rapport de gestion	Page 29
D/ Rapport des contrôleurs légaux.....	Page 42

A/ Déclaration des personnes physiques responsables

55, quai de Grenelle
75015 PARIS
Tél. (33) 01 73 00 55 00
Fax (33) 01 73 00 55 01
www.softcomputing.com

Société anonyme au capital
de 502.447,20 €
RCS Paris B 330 076 159
Siret 330 076 159 00079
Code APE 6202 A

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier annuel 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elle est confrontée.

Le Président du Conseil d'administration
Eric FISCHMEISTER



B/ Comptes annuels

I/ Bilan

BILAN ACTIF	31/12/2013			31/12/2012
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
	en K €			
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	101	101		
Concession, brevets et droits similaires	60	60		
Fonds commercial	8 757	593	8 164	8 164
Autres immobilisation incorporelles	42	41	1	
Immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	8	5	3	4
Autres immobilisations corporelles	1 518	1 065	453	532
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres de participations				
Prêts	5		5	5
Autres immobilisations financières	12		12	1 561
Total I	10 503	1 865	8 637	10 266
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	46		46	133
Créances				
Clients et comptes rattachés	9 227	237	8 990	9 519
Autres créances	3 929		3 929	2 942
Valeurs mobilières de placement	18		18	18
Disponibilités	3 407		3 407	2 900
Charges constatées d'avance	546		546	221
Total II	17 173	237	16 936	15 734
TOTAL ACTIF	27 676	2 102	25 574	26 000

BILAN PASSIF	31/12/2013	31/12/2012
en K €		
Capitaux propres		
Capital	502	534
Prime d'émission, de fusion, d'apport	6 800	8 318
Réserve légale	86	86
Réserve réglementée		
Autres réserves	8	8
Report à nouveau	6 455	6 694
Résultat	1 565	388
Total I	15 416	16 027
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	157	107
Provisions pour charges		
Total II	157	107
Dettes		
Emprunts obligataire convertibles		
Emprunts et dettes financières	2	7
Emprunts et dettes financières divers	1	1
Fournisseurs et comptes rattachés	1 520	1 797
Dettes fiscales et sociales	6 709	6 788
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés		
Autres dettes	529	326
Produits constatés d'avance	1 241	947
Total III	10 001	9 866
TOTAL PASSIF	25 574	26 000

II / Résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2013	31/12/2012
	en K€	
Chiffre d'affaires	36 870	35 617
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	73	35
Autres produits		
Total produits d'exploitation	36 943	35 653
Achats de marchandises		
Autres achats et charges externes	7 902	7 880
Impôts, taxes et versements assimilés	1 255	1 169
Salaires et traitements	18 095	17 574
Charges sociales	8 687	8 680
Dotations aux amortissements des immobilisations	183	197
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges	1	27
Autres charges		
Total charges d'exploitation	36 123	35 528
Résultat d'exploitation	820	125
Produits financiers de participations		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transfert de charges	6	
Différence positive de change		
Produits nets sur cessions de VMP	26	27
Total produits financiers	33	27
Dotations aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		6
Différence négative de change	1	1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	3	3
Total charges financières	4	10
Résultat financier	29	16
Résultat courant avant impôts	849	141
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10	12
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprise prov. Pour risques & charges except.	12	72
Total produits exceptionnels	22	84
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	40	562
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		192
Autres Charges exceptionnelles		
Dotations aux amortissements et aux provisions	84	8
Total charges exceptionnelles	125	762
Résultat exceptionnel	-102	-678
Participation des salariés aux résultats		
Impôt sur les bénéfices	-819	-925
Bénéfice ou perte	1 565	388

III/ Tableau de flux de trésorerie

(En K Euros)	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net	1 565	388
Dotations nettes de reprises aux Amortissements et provisions	233	194
Plus et moins values de cession		1
Impot Calculé	-819	-925
Mali provenant de la cession d'actions propres		191
Marge brute d'autofinancement (avant impôts)	980	-186
Variation du besoin en fonds de roulement	264	-119
Impact CIR remboursé		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 244	-305
Acquisitions d'immobilisations	-104	-115
Cessions d'immobilisations		2
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-104	-113
Réduction de capital		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-628	-601
Encaissements d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		-50
Rachat des actions propres		-2 042
Cession des actions propres		349
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-628	-2 344
Incidence des variations de taux de change		
Variation de trésorerie	512	-2 762
Trésorerie à l'ouverture	2 911	5 674
Trésorerie à la clôture	3 424	2 911

IV/ Variation des capitaux propres

en Keuros	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat exercice	Capitaux Propres Totaux
Situation au 31/12/2011	534	8 318	94	6 506	790	16 241
Affectation du résultat 2011				790	-790	
Dividendes				-601		-601
Résultat 2012					388	388
Situation au 31/12/2012	534	8 318	94	6 695	388	16 028
Affectation du résultat 2012				388	-388	
Réduction de capital	-53	-1 497				-1 549
Augmentation de capital	21	-21				
Dividendes				-628		-628
Résultat 2013					1 565	1 565
Situation au 31/12/2013	502	6 800	94	6 455	1 565	15 416

V / Annexe

La société SOFT COMPUTING SA a son siège social au 55, Quai de Grenelle 75015 PARIS et son numéro SIRET est 330 076 159 000 79.

Soft Computing est la société de référence dans la valorisation des données et leur transformation en performances. Elle offre des services de conseil, de technologie et de marketing services pour aider ses clients - Banque & Assurance, Distribution & VPC, Industrie, Services et Télécoms, Tourisme & Transport - à améliorer leur performance par la création et la mise en place de solutions business et technologiques basées sur la transformation d'informations en actions.

Soft Computing est cotée à Paris dans le compartiment C d'Euronext.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 13 mars 2014.

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2013 a un total qui s'élève à 25 574 K euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégage un résultat courant de 849 K euros et un bénéfice de 1 565 K euros.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 01/01/2013 au 31/12/2013.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels :

- . Faits caractéristiques
- . Règles et méthodes comptables
- . Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

FAITS CARACTERISTIQUES

Néant.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

. Immobilisations incorporelles

- Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée d'un an.
- Les frais de développement de nouveaux produits sont inscrits à l'actif et amortis sur une durée maximale de 5 ans. Ils sont déterminés en fonction de l'analyse des fiches de suivi de chaque projet.
- Les fonds de commerce et les autres actifs incorporels assimilés sont évalués à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet d'une éventuelle dépréciation lorsque leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable.

. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue. La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur durée d'utilité est nulle.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------|------------|
| - Installations et agencements | 5 à 10 ans |
| - Matériel de transport | 4 ans |
| - Matériel informatique | 1 à 3 ans |
| - Mobilier | 7 à 10 ans |

Aucun amortissement dérogatoire n'est comptabilisé, l'amortissement dégressif appliqué au matériel informatique, étant considéré comme reflétant correctement l'obsolescence rapide de ce type d'immobilisation.

. Suivi des fonds de commerce (et autres actifs incorporels et des titres de participation, le cas échéant)

En cas d'indices de perte de valeur, la valeur actuelle des fonds de commerce (et des titres de participation, le cas échéant) est appréciée en fonction d'une approche multicritère (ratios utilisés par les analystes financiers du secteur tels que VE/CA, perspectives de rentabilité).

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation exceptionnelle des fonds de commerce (ou des titres de participation le cas échéant) est constatée. Cette dépréciation est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flow).

Au 31 décembre 2013, il n'y a pas d'indice de perte de valeur, le calcul de la valeur actuelle n'a donc pas été effectué.

. *Autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement*

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les valeurs mobilières de placement de type OPCVM sont comptabilisées selon la règle du FIFO.

. *Créances*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. *Chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires est calculé au prorata de l'avancement des travaux. La facturation émise est donc ajustée en fonction du travail réellement effectué sur la période.

Le pourcentage d'avancement résulte d'une analyse par contrat des journées d'intervention valorisées engagées par rapport au nombre total des journées nécessaires à la réalisation des prestations prévues au contrat.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est inférieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé au passif dans un compte de produits constatés d'avance.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est supérieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé à l'actif dans un compte de factures à établir.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsque le montant prévisionnel total des journées d'intervention valorisées sur l'ensemble du contrat est supérieur à la facturation totale prévue.

. *Provisions pour risques et charges*

Les provisions pour risques et charges correspondent aux sorties probables de ressources sans contrepartie pour la société. Ces provisions correspondent aux montants les plus probables que l'entreprise est susceptible de devoir verser.

. Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite est calculé selon une évaluation actuarielle prenant en compte des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, d'accroissement des salaires et d'actualisation. Les engagements en matière de départ en retraite des salariés s'élèvent à 685K€ au 31/12/2013. Ils ne sont pas provisionnés au bilan.

. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de la société, et qui ne sont pas supposés se reproduire de manière fréquente ou régulière. Ainsi, les indemnités transactionnelles versées au titre des licenciements représentent des charges exceptionnelles.

. Résultat par action et résultat dilué par action

Le résultat par action est calculé en rapportant le résultat net au nombre d'actions en circulation (hors autocontrôle).

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de la conversion de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives, notamment des options de souscription d'actions, actions gratuites à la date d'arrêté.

. Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été instauré par l'article 66 de la Loi de finances rectificative n°2012-1510 du 29 décembre 2012.

Il est calculé sur le total des rémunérations versées au titre de l'année civile et le produit est pris en compte au rythme de l'engagement des charges de personnel.

Au titre de l'exercice 2013, le montant du CICE est de 195 K€

Conformément à la note d'information de l'ANC du 28 février 2013, le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel par le crédit d'un sous-compte 645 spécifiquement ouvert à cet effet.

DETAIL DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT
(en K€)

NOTE 1 – IMMOBILISATIONS

en Keuros	Val. Brute au début de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Virement de poste à poste	Val. Brute en fin d'exercice
Frais de développement	101				101
Fonds de commerce	1 081				1 081
Mali de fusion	7 677				7 677
Autres immo. incorporelles	100	2			102
Immob. Corporelles (1)	1 700	103	277		1 525
Immob. Financières (2)	1 566		1 549		17
TOTAL GENERAL	12 225	104	1 826		10 503
(1) dont aménagts des constructions					
agencements installations	715	5			720
informatique	619	50	69		599
transport					
Mobilier	366	48	208		205
Immobilisations en cours					
	1 700	103	277		1 525
(2) dont entreprises liées:					
Actions propres en voie d'annulation	1 549		1 549		
Actions propres pour croissance externe					
Prêt au personnel	5				5
et dont dépôts et cautionnements	12				12
	1 566		1 549		17

NOTE 2 – AMORTISSEMENTS

en euros	Montants au début de l'exercice	Augmenta - tions	Diminu - tions	Virment de poste à poste	Montants en fin d'exercice
Frais de développement	101				101
Autres immo. incorporelles	692	1			693
Immob. Corporelles (1)	1 164	183	277		1 070
TOTAL GENERAL	1 958	183	277		1 864
(1) dont aménagements constructions					
agencement des installations	349	68			418
informatique	502	97	69		531
transport					
Mobilier	312	17	208		121
	1 164	183	277		1 070

NOTE 3 – FRAIS DE DEVELOPPEMENT

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€ Ce logiciel se trouve totalement amorti depuis le 31/12/2009.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel « Marketing Factory » ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€ Ce logiciel se trouve totalement amorti depuis le 31/12/2010.

NOTE 4 – PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

en K Euros	Montants au début de l'exercice	Augmen - tations	Montants repris car utilisé	Montants repris car non utilisé	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges					
Risques sur stocks options	1				1
Autres provisions pour risques et charges	107	85	35		157
Dépréciations :					
Créances clients	237				237
Autres provisions	6		6		
Total provisions	352	85	42		395
Dont dotations et reprises :	d'exploitation	1	23		
	financières		6		
	exceptionnelles	84	12		

Le solde des autres provisions pour risques et charges au 31 décembre 2013 est essentiellement constitué de provisions pour risques salariaux.

NOTE 5 – ETAT DES CREANCES

en K Euros	Montants bruts 2013	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2012
Avances et acomptes	46	46			133
Clients et comptes rattachés	9 227	9 227			9 756
Personnel	13	13			9
Autres impôts et assimilés (*)	3 891	845	3 046		2 899
Autres créances	25	25			33
Charges constatées d'avance	546	546			221
Total	13 748	10 702	3 046		13 052

(*) dont , créance de Crédit d'Impôt Recherche à hauteur de 2 591 K€ au titre de 2010, 2011 et 2012, et produits à recevoir de 1 074 K€ dont (879 K€) au titre du CIR et (195 K€) au titre et du CICE de 2013.

NOTE 6 – ETAT DES DETTES

en K euros	Montants bruts 2013	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2012
Emprunts et dettes Ets crédit	2	2			7
Avances conditionnées					
Comptes courants associés	1	1			1
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	1 520	1 520			1 799
Dettes sociales	4 147	4 147			3 956
Autres impôts et assimilés	2 604	2 604			2 830
Produits constatés d'avance	1 241	1 241			947
Autres dettes	529	529			327
Total	10 043	10 043			9 867

NOTE 7 – DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES

* Il n'y a pas de valeurs mobilières de placement de type OPCVM au 31 décembre 2013.

* La société a ouvert auprès des banques Société Générale et Caisse d'Epargne des comptes courants rémunérés. A la clôture de l'exercice, 1 083 K€ sont sur le compte de la Caisse d'Epargne. Les intérêts courus au 31 décembre 2013 s'élèvent à 4 K€

* Les autres valeurs mobilières de placement dont le montant s'élève à 15 K€ correspondent à l'achat par SOFT COMPUTING de 4 000 de ses propres actions acquises par le biais du contrat de liquidité signé avec la société ODDO corporate. Au 31 décembre 2013, aucune dépréciation n'est à constater.

NOTE 8 : STOCKS OPTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 mai 2008 a autorisé la mise en place d'un plan d'attribution d'actions gratuites destinées aux salariés dans la limite de 10% du capital de la société.

Conformément à cette autorisation, les Conseils d'Administration du 16 mars 2010 et du 15 mars 2011 ont respectivement attribué 96 261 actions gratuites et 10 000 actions gratuites, pour lesquelles la durée d'acquisition a expiré au cours du 1er trimestre 2013.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 mai 2011 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société. Au 31 décembre 2013, il n'existe pas de plan de stock-options en cours.

Par ailleurs celle-ci a autorisé la mise en place d'un plan d'attribution d'actions gratuites destinées aux salariés dans la limite de 10% du capital de la société. Au 31 décembre 2013, il n'a pas été émis d'actions gratuites au titre de cette autorisation.

NOTE 9 – COMPTES DE PRODUITS A RECEVOIR ET DE CHARGES A PAYER

Produits à recevoir (en K euros)	31/12/2013	31/12/2012
Clients et comptes rattachés	1 091	1 403
Autres créances	1 084	935
Total	2 175	2 338

Charges à payer (en K euros)	31/12/2013	31/12/2012
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2	7
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	390	576
Dettes fiscales et sociales	3 118	3 026
Total	3 509	3 608

NOTE 10 – COMPTES DE REGULARISATION

Produits constatés d'avance (en K euros)	31/12/2013	31/12/2012
Produits d'exploitation	1 241	947
Total	1 241	947

Les produits constatés d'avance découlent de la comptabilisation à l'avancement des contrats au forfait.

Charges constatées d'avance (en K euros)	31/12/2013	31/12/2012
Charges d'exploitation	546	221
Total	546	221

Les charges constatées d'avance découlent de la comptabilisation de factures concernant des périodes postérieures à la clôture de l'exercice.

NOTE 11 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Annulés pendant l'exercice	Total en fin d'exercice
Actions ordinaires	0,20 euro	2 668 613	106 261	262 638	2 512 236

Le Conseil d'Administration du 21 décembre 2012 a décidé, en vertu de l'autorisation de l'Assemblée Générale du 17 mai 2011,

- ✓ d'annuler 262 638 titres auto détenus affectés à l'objectif d'annulation, soit 9,84 % du nombre total des titres ;
- ✓ de procéder à une augmentation de capital de 4% (96 261 titres) dans le cadre des décisions d'attribution d'actions gratuites autorisées par l'Assemblée Générale du 22 mai 2008, et prises par le Conseil d'Administration du 16 mars 2010.

La date effective de ces deux opérations est le 1er janvier 2013.

Le Conseil d'Administration du 07 mars 2013 a décidé, en vertu de l'autorisation de l'Assemblée Générale du 17 mai 2011,

- ✓ de procéder à une augmentation de capital de 10 000 titres dans le cadre des décisions d'attribution d'actions gratuites autorisées par l'Assemblée Générale du 22 mai 2008, et prises par le Conseil d'Administration du 15 mars 2011.

La date effective de cette dernière opération est le 15 mars 2013.

Au 31 décembre 2013, il n'y a plus d'actions autodétenues hormis le contrat de liquidité, dont la situation est la suivante :

	Fin 2013	Fin 2012
Quantité achetée	2 773	4 000
Prix d'acquisition moyen en €	5,33	5.15
Montant en K€	15	21
Frais de courtage	5	4

NOTE 12 – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K euros	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat exercice	Capitaux Propres Totaux
Situation au 31/12/2011	534	8 318	94	6 506	790	16 241
Affectation du résultat 2011				790	-790	
Dividendes				-601		-601
Résultat 2012					388	388
Situation au 31/12/2012	534	8 318	94	6 695	388	16 028
Affectation du résultat 2012				388	-388	
Réduction de capital	-53	-1 497				-1 549
Augmentation de capital	21	-21				
Dividendes				-628		-628
Résultat 2013					1 565	1 565
Situation au 31/12/2013	502	6 800	94	6 455	1 565	15 416

NOTE 13 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations allouées au 31 décembre 2013 aux dirigeants de la société, y compris les 2 dirigeants administrateurs, s'élèvent à 798 k€ et concernent 6 personnes au total.

Au 31 décembre 2012 ces rémunérations s'élevaient à 669 K€ et concernaient 5 personnes.

NOTE 14 – EFFECTIF MOYEN

	31/12/2013	31/12/2012
Cadres	339	333
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	19	20
Total	358	353

NOTE 15 – DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Au 31/12/2013, 5 057 heures de formation ont été acquises par l'ensemble des salariés dont 4 349 n'ont pas fait l'objet d'une demande de formation de la part des salariés.

NOTE 16 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Chiffre d'affaires est essentiellement réalisé en France :

CA Secteur/CA total (%)	2013	2012
Banque & Assurance	37%	45 %
Distribution & e-Commerce	34%	24 %
Services	12%	13 %
Industrie	9%	10 %
Télécom et média	8%	8 %

NOTE 17 – CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

	31/12/2013	31/12/2012
Produits de cession des valeurs mobilières de placement	26	27
Reprise de provisions financières	6	
Gains de change		
Escomptes accordés		-1
Moins value sur cession de VMP	-3	
Dotation aux provisions financières		-6
Pertes de change	-1	-3
Résultat financier	29	16

NOTE 18 – CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

	31/12/2013	31/12/2012
Autres charges et produits exceptionnels de gestion (1)	-31	-742
Dotation aux provisions exceptionnelles (3)	-84	-8
Reprise de provisions exceptionnelles (2)	12	72
Résultat exceptionnel	-102	-678

(1) dont 40 K€ de charges exceptionnelles salariales et 10 K€ d'autres profits exceptionnels nets

(2) dont 12 k€ de reprise sur provisions pour litiges salariaux

(3) Provisions pour litiges salariaux

NOTE 19 – ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

SITUATION FISCALE DIFFEREE	Bases	Montant d'impôt
ALLEGEMENTS EN BASES		
Provision pour perte à terminaison		
Organic	60	20
Construction		
ARD et déficits reportables		
Economie d'impôt latente (taux 33,33% au 31/12/13)	60	20

NOTE 20 – VENTILATION DE L'IMPOT SOCIETE

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	849	48	801
+ Résultat exceptionnel	-102	-6	-96
+ Participation			
Résultat comptable	747	42	705

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2013, tient compte de la créance relative au Crédit d'Impôt Recherche 2013.

NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

<u>Engagements donnés</u>	<u>Montants 2013</u>	<u>Montants 2012</u>
Indemnités de départ à la retraite	685 K€	643 K€

Le montant des engagements de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés. Le montant de l'engagement est égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite auxquels sont appliqués les éléments suivants :

Convention collective	Bureaux d'études techniques
Age de départ à la retraite	67 ans
Actualisation financière	3%
Augmentation des salaires	de 0.5% à 5% en fonction des tranches d'âge
Rotation du personnel	de 1.5% à 20% en fonction des tranches d'âge

La loi de financement de la sécurité sociale a apporté des modifications sur la situation de mise à la retraite d'un salarié à l'initiative de l'employeur. L'indemnité de départ à la retraite serait soumise à charges sociales.

Total calculé des indemnités de départ à la retraite au 31 décembre 2013 : 685 K€

Par ailleurs, les montants versés en 2013 s'élèvent à 8 K€

Il n'y a pas d'engagement particulier envers les dirigeants en matière de retraite.

Une caution financière a été signée le 31/07/2008 en faveur de la SOCIETE D'ECONOMIE PARIS SEINE – SEMPARISEINE à hauteur de 195 K€ pour les locaux occupés quai de Grenelle.

Une ligne de crédit de 2 millions d'euros a été accordée à la société par la banque HSBC fin 2009. A fin décembre 2013, la société n'a pas encore utilisé ce crédit.

NOTE 22 – INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES

Dénomination	Nombre de titres détenus	Pourcentage de participation	Valeur d'achat	Valeur nette d'inventaire
Soft Computing (actions Propres)	2 773,00		15	15

Mouvements intervenus au cours de l'exercice sur les actions propres en K€

	31/12/2012	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Actions acquises via le contrat de liquidité	21		6	15
Dépréciation des actions propres	-6		-6	
Actions propres pour annulation	1 549		1 549	
Solde	1 563		1 549	15

NOTE 23 : INFORMATION RELATIVE AUX HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	SEREC AUDIT				GRANT THORNTON			
	Montant		%		Montant		%	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
AUDIT								
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels	39	39	58%	60%	28	26	42%	40%
Missions accessoires								
Sous-total	39	39	58%	60%	28	26	42%	40%
AUTRES PRESTATIONS								
Juridique, fiscal, social								
Technologies de l'information								
Audit interne								
Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)								
Sous-total								
TOTAL	39	39	58	60	28	26	42	40

NOTE 24 - FACTEURS DE RISQUE

Risques clients

Soft Computing cible pour l'essentiel une clientèle de grands et très grands comptes. Les risques de défaillance des clients sur ce segment sont donc limités.

- L'activité de conseil est rarement l'objet de contentieux client. Par ailleurs, l'expérience du conseil a poussé Soft Computing, dès sa création, à mettre un accent particulier sur la qualité de ses prestations, le respect des engagements pris avec les clients et la fidélisation. Dans ces conditions, les risques de litige sur des prestations sont limités.
- Un compte client déformé en décembre par la saisonnalité de la facturation : le groupe est soumis à la saisonnalité traditionnelle des activités de conseil aux entreprises : surpondération de la facturation au quatrième trimestre et plus particulièrement en décembre. Ce phénomène tend à gonfler le compte client à fin décembre, sans que ceci constitue un risque particulier pour le groupe.

- Une attention toute particulière est apportée en permanence à la gestion des comptes clients, grâce au respect des procédures internes permettant de réduire les délais de paiement :

A fin décembre 2013, le ratio client affiche un compte client stable qui représentait 78 jours de chiffre d'affaires, contre 82 jours fin 2012.

- Un provisionnement prudent : les comptes clients sont scrutés mensuellement à la lumière des revues de projet et systématiquement provisionnés en cas de risque pressenti ou avéré. A fin décembre 2013, les provisions pour clients douteux s'élevaient à environ 4 % du compte client.

Risques de taux et de liquidité

Le niveau de trésorerie est largement positif (3,4 M€ à fin décembre 2013), la société ne fait pas appel à l'emprunt bancaire et n'utilise pas ses lignes de concours courants.

Risques sur affaires en cours

Les risques sur affaires en cours concernent les contrats au forfait à cheval sur deux exercices. Ceux-ci ont fait l'objet d'une comptabilisation à l'avancement audité par les Commissaires aux Comptes sur la base des éventuels dérapages constatés sur les planifications du reste à faire à fin janvier. Fin 2013, la facturation et l'avancement réel des travaux sont globalement en phase.

Risques liés à la politique d'assurance

Dans le cadre de son activité, Soft Computing a souscrit toutes les polices d'assurance habituelles relatives à son activité.

En particulier, les dommages engageant la responsabilité civile d'exploitation de Soft Computing sont couverts à hauteur de 8 M€ dont 1.5 M€ pour les dommages matériels et immatériels. La responsabilité civile professionnelle couvre tous dommages à hauteur de 3 M€

Depuis sa création, Soft Computing a eu à faire appel à sa police d'assurance responsabilité civile une seule fois en 20 ans, au début de l'année 2009.

Le coût global des primes d'assurances est d'environ 39 K€ et les franchises sont négligeables.

Risques liés au départ d'hommes clés

La dimension humaine de l'entreprise et sa structure de gestion des ressources humaines sont des gages de stabilité des équipes, et notamment des hommes clés.

Cependant, dans l'hypothèse où des personnes clés venaient à quitter l'entreprise, le groupe pourrait subir une baisse de chiffre d'affaires liée à la perte de relations privilégiées avec certains clients. Cette baisse de chiffre d'affaires pourrait alors avoir un impact sur la rentabilité du groupe.

Risques de marché

Les disponibilités de Soft Computing sont systématiquement placées en instruments monétaires à court terme qui ne présentent aucun risque de marché.

Risque lié à la concurrence

Le positionnement de spécialiste vertical de Soft Computing protège le groupe de ces principaux concurrents qui, positionnés horizontalement, sont moins pertinents dans leur réponse au marché et, moins pointus, sont plus exposés aux retournements de cycles.

Cependant, la tendance à la concentration des fournisseurs référencés chez les grands comptes, clientèle traditionnelle du groupe, pourrait amener certains clients à préférer des prestataires plus importants en taille, bien que moins spécialisés, à des spécialistes pointus mais dont la taille est insuffisante pour générer un volume d'achat significatif à leur échelle. Cette situation, si elle s'avérait, pourrait avoir un impact sur les prix, donc sur la rentabilité du groupe, voire sur le chiffre d'affaires.

Risque lié à la délocalisation offshore

Les délocalisations touchent de plus en plus les services informatiques. Cette évolution vers la délocalisation offshore ne concerne pas le conseil et les opérations de Soft Computing qui nécessitent une proximité culturelle et physique au client. Pour la partie « technologie » qui représente près de 66 % de l'activité du groupe, les activités au forfait pourraient à terme être confrontées à une concurrence offshore à bas prix. Dans une telle hypothèse, les prix seraient tirés à la baisse et pourraient impacter négativement l'activité et la rentabilité du groupe sur un peu plus de 15 % de son périmètre actuel.

Risque lié aux évolutions technologiques

Soft Computing délivre des prestations. Le rythme actuel, relativement lent depuis 5 ans, d'évolutions technologiques est un facteur de croissance pour Soft Computing :

- Elles induisent un surcroît de travail pour assurer les migrations,
- elles tirent les activités de conseil liées aux choix d'outils.

Cependant, le capital connaissance des équipes de Soft Computing, notamment sur les offres technologiques, constitue le levier de la croissance et de la rentabilité. Une rupture technologique majeure et mal anticipée par le groupe pourrait induire un décalage entre les savoir-faire disponibles dans les équipes et la demande du marché. Dans cette hypothèse, le chiffre d'affaires et la rentabilité se verraient affectés.

Risque lié à la croissance

Soft Computing a démontré sa capacité à maîtriser sa croissance dans les périodes de fortes croissances (internes et externes), grâce à une structure d'accueil toujours adaptée en avance aux prévisions budgétaires.

La structure actuelle de Soft, les procédures de fonctionnement et les outils de pilotage permettent d'absorber facilement cette croissance :

- Recrutement : la direction des Ressources Humaines est calibrée pour recruter à un rythme supérieur à celui constaté en 2012.
- Pilotage : le système et les procédures de contrôle de gestion projet ont été encore améliorés en 2013. Dans le cadre de la mise en place du système qualité et d'un nouveau système de gestion, l'ensemble du management dispose de toutes les données relatives à chaque projet. Cette information hebdomadaire permet d'anticiper les risques projet très en amont.

Cependant, si la demande venait à se redresser plus brutalement que prévu, l'impact pourrait être pour le groupe un ralentissement de sa propre croissance, voire une décroissance de l'activité, à la suite de deux phénomènes : une tension soudaine sur le marché de l'emploi et une augmentation soudaine et forte des démissions qui perturberaient la production.

Autres risques

Les autres risques, listés ci-dessous, ne sont pas significatifs :

- Risques de garantie : néant, car aucun contrat d'ingénierie au forfait n'a été livré dans les trois mois précédents la clôture de l'exercice.
- Risques de change : néant, car la quasi-totalité des factures émises est en euros.
- Risques sur instruments dérivés : néant, car le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés.
- Risques liés aux acquisitions futures : néant, car aucun engagement non finalisé n'a été pris au cours de l'exercice 2013, ni au cours du premier trimestre 2014, pour des acquisitions potentielles en 2014.
- Risques industriels et environnementaux : néant, car le groupe exerce exclusivement des activités de services.
- Risques réglementaires : néant.

NOTE 25 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu sur l'exercice de transactions conclues à des conditions anormales de marché entre la société et les parties liées.

NOTE 26 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

C/ Rapport de gestion

RAPPORT DE GESTION
établi par le Conseil d'Administration
et présenté à l'Assemblée Générale
Ordinaire Annuelle du 3 juin 2014

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2013 et de soumettre à votre approbation les comptes dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes.

A. Résumé de l'activité 2013

L'exercice 2013 se solde par un chiffre d'affaires de 36.9 millions d'euros contre 35.6 en 2012, soit une hausse de 3.5 %. Depuis 2010, nous avons gagné des parts de marché avec une croissance organique de 12 % contre 3 % pour notre marché selon le Syntec.

L'année 2013 a été une année de transition après plusieurs années de crise. Nous avons constaté une amélioration de notre environnement: relance de nouveaux projets, stabilisation de la pression prix, meilleure visibilité sur les budgets. Ce redressement de la demande, combinée avec le fruit de nos efforts des années précédentes, nous a permis d'amorcer une amélioration de la rentabilité.

Nous nous étions fixés comme priorité 2013 le redressement des marges. Au final, la marge nette augmente de plus de 11 % grâce à la croissance du volume et à des gains de productivité.

Le nombre de clients est resté stable et la croissance résulte d'une augmentation du panier moyen. Ceci démontre notre capacité à commercialiser et à délivrer des projets et des prestations de plus grande envergure en résonance avec l'évolution des attentes de notre marché.

Les gains de productivité proviennent à la fois de meilleurs taux d'activité et du packaging de certaines de nos offres qui a généré des économies d'échelle et plus de marges sur licences dans notre chiffre d'affaires.

B. Faits marquants de l'exercice

Nous avons poursuivi notre croissance en 2013 sur deux tendances de fonds :

1. Digitalisation de la relation client : la majorité des nouveaux projets concernent la relation client mobile et sur Internet ou l'expérience et le parcours client multicanal, en particulier dans le secteur de la distribution.
2. Big Data : les projets les plus importants sont tirés par le lancement d'initiatives Big Data, notamment en relation avec les réseaux sociaux et les Data Management Platforms.

Nous avons continué le ré-équilibrage sectoriel en 2013, avec un secteur financier qui est passé de 45 à 37 % de notre chiffre d'affaires tandis que le secteur de la distribution passait de 24 à 34 %.

En termes de métiers, la stratégie d'accentuation des développements sur les marketing services s'est poursuivie en 2013, leur proportion dans notre chiffre d'affaires atteignant 45 % en 2013 contre 42 % un an avant.

C. Evènements importants survenus entre la date de clôture et la date du rapport de gestion

Néant

D. Activité

1. Présentation

Soft Computing est une Entreprise de Services du Numérique spécialiste en CRM, Big Data et Digital, réunissant près de 400 consultants, délivrant des prestations de Conseil, de Technologie et de Marketing Services.

Les actions de la société Soft Computing sont cotées sur le compartiment C de NYSE Euronext Paris (ISIN : FR0000075517, Reuters : SFT.PA, Bloomberg : SFT.FP) et font partie de l'indice IT.CAC Allshares. L'introducteur - Teneur de Marché est la société Oddo.

2. Evolution du Chiffre d'affaires 2013

Le Chiffre d'affaires du groupe Soft Computing ressort à 36,9 millions d'euros, en hausse de 3,5% par rapport à l'exercice 2012.

La ventilation du Chiffre d'Affaires par secteur montre un fort développement du secteur de la Distribution & e-Commerce (34% en 2013 comparé à 24% en 2012), en particulier grâce aux nombreux projets de digitalisation et de big data lancés par les e-Commerçants, la grande distribution et les distributeurs spécialisés.

Cette hausse vient compenser la baisse de la part du secteur Banque & Assurance qui passe de 45% à 37%.

Les autres secteurs restent stables : les Services représentant 12% du chiffre d'affaires, l'Industrie 9%, et les Télécom & Média 8%.

Le Marketing Services représente 45%, tandis que le Conseil et Intégration 55%. Le mix des deux activités a évolué de manière assez homogène sur l'année.

E. Evolution récente et perspectives d'avenir

La société va continuer ses efforts en recherche et développement et en recrutement afin d'enrichir son offre, de renforcer ses compétences et d'accentuer sa présence sur ses marchés. Nous restons calés sur notre plan stratégique basé sur la spécialisation. Celui-ci vise à cultiver un positionnement de référence sur trois spécialités, le CRM, la Big Data et le Digital en proposant à nos clients des services pointus et différenciant intégrant conseil, technologie et marketing services.

Pour 2014, nous anticipons une poursuite de notre croissance. Près de la moitié de notre chiffre d'affaires est en effet purement récurrent sur des contrats pluriannuels, de centres de services ou de gestion de programmes marketing. A ceci s'ajoutent les grands projets de transformation sur lesquels nous accompagnons nombre de nos plus importants clients dans la durée. Ces deux facteurs contribuent à une meilleure visibilité et réduisent notre exposition au caractère cyclique propre à notre secteur d'activité.

F. Comptes

a) Examen du compte de résultat

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles retenues pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

La société Soft Computing a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 36,9 M€, en hausse de 3,5% sur l'année précédente.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à un bénéfice de 0,8 M€, en forte hausse comparé à 2012 (0,1 M€).

Le résultat financier de l'année est positif de 29 K€ contre 16 K€ en 2012.

Le résultat exceptionnel est quant à lui négatif de -102 K €. En 2012, le résultat exceptionnel s'élevait à -678 K€ compte tenu d'une restructuration opérée sur l'année.

Le résultat net après impôt s'établit à 1 565 K€ après imputation du Crédit d'Impôt Recherche 2013 pour 879 K€

b) Examen du bilan

Actif immobilisé : Celui-ci diminue et passe de 10,3 M€ à 8,6 M€ sur l'année 2013 en raison de l'annulation des actions auto-détenues pour un total de 1,5 M€

Actif circulant : Celui-ci passe à 17 M€ contre 15,7 M€ sur l'année 2012, en raison de la créance de crédit d'impôt qui augmente avec celui de l'exercice 2013. Les créances clients baissent de 6% (soit 0,5 M€) au profit de la trésorerie nette qui augmente de 0,5 M€

Capitaux propres : Ceux-ci diminuent en passant de 16 M€ en 2012 à 15,4 M€ en 2013 ; l'annulation des actions propres prélevées sur les primes est en partie absorbée par la hausse du résultat de l'exercice de +1,2 M€

Dettes : Les dettes restent stables à 10 M€ contre 9.9 M€ en 2012. Les autres dettes et produits constatées d'avance sont en hausse de 0.5 M€ et les fournisseurs sont en baisse de 0,3 M€

Délais fournisseurs en K€		
	31/12/2013	31/12/2012
0 à 30 jours	923	927
31 à 90	156	177
+ de 90 jours	57	117
Total	1 135	1 221

c) Activité en matière de R & D

Les marques Soft Computing ainsi que les noms de domaine Internet correspondants sont déposés en France par Soft Computing.

Soft Computing s'est vu attribuer en 2013 la qualification « entreprise innovante » par BPI France.

Plusieurs travaux de recherche et développement ont été menés en 2013 et sont éligibles au CIR, dans les domaines suivants :

- Big data - Réseaux Sociaux
- Extension Méthode Agile
- Une solution tout-en-un pour les directions marketing clients des distributeurs, à savoir le dispositif « Soft Retail Ready »

d) Actions propres

A fin décembre 2013, Soft Computing a acquis 2 773 de ses propres actions dans le cadre de son contrat de liquidité signé avec la société ODDO corporate pour une valeur de 15 K€.

Il restait au 31 décembre 2012 en immobilisations financières 262 638 actions propres. Celles-ci ont été annulées en 2013. Il ne reste plus d'actions propres en dehors du contrat de liquidité.

A la clôture il reste :

Quantité achetées : 2 773 actions

Prix d'acquisition moyen : 5,33 €

Montant : 14 769 €

Frais de courtage : 3 803 €

Valorisation de l'action au 31 décembre 2013 : 5,32 €

A la clôture de l'exercice 2013, les actions propres acquises via le contrat de liquidité ont une valeur d'inventaire de 14 769 € avec un cours moyen unitaire du mois de décembre 2013 de 5,45 €

e) Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'est constaté sur l'exercice.

G. Situation et évolution de l'activité des filiales

Soft Computing n'a plus de filiale depuis le 1^{er} janvier 2009

H. Renseignement relatif à la répartition du capital

Il n'y a pas eu de changements majeurs sur le contrôle de Soft Computing en 2013. La part d'auto détention est passée à 0,11% du capital.

	Au 31 décembre 2012			Au 31 décembre 2013		
	Nombre d'actions	% Capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% des droits de vote
Eric FISCHMEISTER	943 538	35,36%	39,95%	944 776	37,61%	41,44%
Gilles VENTURI	941 348	35,27%	41,93%	940 439	37,43%	43,44%
Autodétention	266 638	9,99%	6,02%	2 773	0,11%	0,06%
Autres (1)	20 062	0,75%	0,89%	127 410	5,07%	3,44%
Public	497 027	18,62%	11,22%	496 838	19,78%	11,62%
TOTAL	2 668 613	100,00%	100,00%	2 512 236	100,00%	100,00%

(1) Actionnaires inscrits au nominatif

NB : La proportion du capital de Soft Computing détenue par ses salariés au travers d'une gestion collective est inférieure à 3%. La société Odyssee Venture détient près de 12.3% du capital de Soft Computing au 31/12/2013.

I. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 1 565 159 € que nous vous proposons d'affecter en report à nouveau.

Par ailleurs, nous vous proposons la distribution d'un dividende de 0,25 € par action prélevé sur le report à nouveau.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET
2010	796 806,90 €
2011	601 064,50 €
2012	627 528,00 €

J. Stock-options

Tous les plans de stock-options sont expirés. Il n'y a pas d'options de souscription ou d'achat d'actions en cours.

Il n'y a pas de dilution potentielle du capital de Soft Computing au 31 décembre 2013.

K. Rémunération des mandataires sociaux (exercice 2013)

	2013	2012
Eric FISCHMEISTER	134 006 €	128 339 €
Gilles VENTURI	132 462 €	127 201 €

Cette rémunération est composée d'une partie fixe de 125 000 €, d'une partie variable de 5000 €, et d'un avantage en nature concernant un véhicule.

Aucun engagement particulier de la société n'a été consenti aux mandataires sociaux à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à celles-ci.

L. Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées par les administrateurs dans toute société durant l'exercice

En application de la Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relatives aux nouvelles régulations économiques, nous vous présentons la liste de l'ensemble des autres mandats et fonctions exercées par chacun de vos mandataires, dans toutes sociétés, durant l'exercice :

Administrateur	Sociétés
Eric FISCHMEISTER	
Gilles VENTURI	Voltaire Fund (UK) ****,
François-Henri PINAULT	Artémis, Financière Pinault**, Fnac, Kering, Pinault-Printemps-Redoute, SC Château Latour***, Yves Saint Laurent*, Sapardis, Boucheron *, Christie's International****, Gucci****, Kering holland NV, Sowind Group, Puma****, Bouygues, CFAO*, BRIONI SPA, Volcom Inc, ****Stella Mc Cartney, Sapardis SE, Kering International
Emmanuel CHAIN	**Eléphant et Cie, **Eléphant At Work, ** Eléphant Adventures, **Chairman, ** Eléphant Asie, ** Groupe Eléphant, Jouve & Associés*

Légende : Pas d'étoile : administrateur
 * Membre du Conseil de Surveillance
 ** Gérant
 *** Membre du Conseil de Gérance
 **** Board of Directors

M. Dépenses non déductibles fiscalement.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 39-4 du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver les dépenses et charges visées aux dits articles dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 29 794 €.

N. Tableau des résultats des cinq derniers exercices.

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

O. Conséquences sociales de l'activité 2013

1. Effectif

L'effectif du groupe a augmenté sur l'année. Il est de 376 personnes au 31 décembre 2013 contre 353 personnes au 31 décembre 2012.

La répartition hommes / femmes en 2013 est de 61/39 contre 60/40 en 2012.

L'âge moyen est de 35,8 en 2013 contre 35,9 en 2012.

86 personnes ont été embauchées sur l'année. Il y a eu 63 départs. Le taux global de rotation non maîtrisée du personnel en 2013 est d'environ 11 %.

En 2013, 4 CDD ont été conclus dont 1 pour des opérations d'enquête ponctuelles et 3 pour des remplacements.

Forte de 22 nationalités en 2013 (contre 24 en 2012), la société maintient une richesse multiculturelle au fil des années. Une charte de la diversité a été signée en 2008.

2. Organisation du temps de travail

L'horaire moyen mensuel est de 151,67 heures.

Vingt deux salarié(e)s bénéficient de contrats à temps partiel dont sept sont des congés parentaux d'éducation. A la fin de l'année, la société compte huit congés parentaux.

Il est très peu fait appel aux heures supplémentaires, des surcharges ponctuelles se trouvent régularisées par l'annualisation du temps de travail.

Le taux d'absentéisme pour maladie est de 1,40 % en 2013 contre 1,85 % en 2012.

3. Rémunérations

Les salaires moyens sont stables entre 2012 et 2013.

Le bilan concernant l'égalité professionnelle hommes/femmes fait apparaître des écarts compris entre 0 et 3,2 % selon les catégories professionnelles, dans un sens comme dans l'autre.

L'analyse n'est pas aisée compte tenu de la taille des échantillons combinée, à des métiers différents, et à des facteurs complémentaires comme l'âge, l'ancienneté, le lieu géographique pour une même catégorie.

Présentés au comité d'entreprise, ces écarts n'ont pas été retenus comme significatifs car la moyenne des écarts est globalement faible. Pour les maxima, des indicateurs objectifs de type âge ou ancienneté entraînent forcément des différences dans un sens ou dans l'autre lorsque l'échantillon est réduit.

4. Relations sociales

Bilan de l'année 2013 :

- 14 réunions du Comité d'Entreprise
- 5 réunions CHSCT
- 2 réunions commissions « mutuelle-prévoyance »
- 1 réunion commission « formation »
- Carence réunions Délégués du Personnel
- Organisation dialogue social :
 - Charte Informatique et internet
 - Plan d'action « Contrat de génération »

5. Conditions d'hygiène et sécurité

Rien à signaler

L'activité de la société n'est pas sujette par nature aux accidents de travail, si ce n'est les accidents de trajet (quatre cette année).

6. Formation

La Formation professionnelle continue est considérée dans le groupe comme un atout majeur de compétitivité et de qualité de service.

Un travail de fond a été réalisé pour recueillir les besoins de formation individualisés et réaliser les actions de formation pour accompagner le développement des collaborateurs et celui de l'entreprise.

Les dépenses de formation 2013 représentent environ 3,1 % de la masse salariale (à comparer à 2,4 % en 2012), au-dessus des enveloppes légales, avec une moyenne de 1,8 jour par personne.

7. Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Le groupe n'emploie pas à ce jour de travailleur handicapé et travaille avec l'AGEFIPH pour les postes à pourvoir compatibles avec l'emploi de handicapés. Le groupe a recours régulièrement à l'ESAT.

L'entreprise s'acquitte de ses obligations en termes de contribution.

Des annonces ont été mises sur des sites spécialisés pour les personnes handicapées. Des facilités d'accès à notre siège ont été mises en place.

8. Œuvres sociales

Les dotations aux œuvres sociales du CE sont égales à 0,24% de la masse salariale du groupe. Elles ont permis pour l'année 2013 l'organisation d'un abonnement à CANAL CE pour un certain nombre de services comme la billetterie, l'achat de chèques vacances, des subventions à un abonnement sportif ou culturel, un voyage à Prague, un spectacle de Noël, une soirée théâtre, une soirée bowling à Lille et Paris, et enfin, la remise de chèques cadeaux et de chèques naissance.

9. Sous-traitance

Le groupe fait peu appel à la sous-traitance (une douzaine de consultants en moyenne par an), en cas de besoin d'une expertise spécifique, achetée soit chez un éditeur, soit en freelance, soit dans une SSII.

10. Informations environnementales

Le groupe a signé fin 2005 le Pacte Mondial des Nations Unies pour le développement durable. " un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ".

Notre activité de services est par nature peu impactante sur l'environnement, mais nous pouvons y contribuer modestement en étant vigilant sur les consommables et le papier, sur l'électricité et l'eau, sur les émissions de Co2 liées aux déplacements de nos salariés, et sur la manière dont nous pouvons intensifier notre action en faveur des handicapés.

11. Informations sociétales

Les informations sociétales telles que définies par le décret d'application de l'article 225 de la loi Grenelle II ne sont pas applicables à la société compte tenu de ses activités.

P. Conséquences environnementales de l'activité

Néant, car la société exerce exclusivement une activité de services.

Q. Délégation accordée par l'assemblée générale au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

1. Actions gratuites

Par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011, le conseil d'administration a été autorisé à procéder, en une ou plusieurs fois, conformément aux articles L 225-197-1 et L 225-197-2 du Code de Commerce, à l'attribution d'actions ordinaires de la société, existantes ou à émettre au profit :

- Des membres du personnel de la société ou des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement au sens de l'article L 225-197-2 du Code de commerce ou de certaines catégories d'entre eux,
- Et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

Le nombre total d'actions ainsi attribuées gratuitement ne pourra dépasser 10 % du capital social existant au jour de la première attribution décidée par le conseil d'administration.

Cette autorisation expire le 17 juillet 2014.

2. Autres délégations

L'assemblée générale mixte du 17 mai 2011 et du 22 mai 2012 a autorisé le conseil d'administration à procéder à diverses opérations sur le capital de la société :

Nature de l'opération	Plafond	Date d'autorisation	Date d'expiration
Augmentation de capital réservée aux actionnaires	2 000 000 euros	17/5/11	17/7/13
Emission de diverses valeurs mobilières avec suppression du DPS	2 000 000 euros	17/5/11	17/7/13
Augmentation du montant des émissions en cas de demandes excédentaires	2 000 000 euros	17/5/11	17/7/13
Augmentation de capital social en vue de rémunérer des apports en nature de titres	10% du capital social	17/5/11	17/7/13
Attribution d'options de souscription et/ou d'achat d'actions de la société au personnel	5% du capital social	17/05/11	17/7/14
Attribution d'actions gratuites au personnel et/ou mandataires	10% du capital social	17/05/11	17/7/14
Réduction de capital dans le cadre d'un programme de rachat d'actions	10% du capital social	17/5/11	17/5/13
Programme de rachat d'action	10% du capital social	22/5/12	22/11/13

Abréviations :

DPS : Droit Préférentiel de Souscription
PEE : Plan d'Epargne Entreprise

R. Principaux risques et incertitudes auxquelles la société est confrontée

La société n'est confrontée à aucun risque ou incertitude majeures autres que ceux indiqués dans l'annexe.

Le Conseil d'Administration

**TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE AU
COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE :					
Capital social	591 190	533 723	533 723	533 723	502 447
Nombre des actions ordinaires existantes	2 955 948	2 668 613	2 668 613	2 668 613	2 512 236
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
Par convention d'obligations					
Par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE :					
Chiffre d'affaires hors taxes	34 118 151	33 050 110	34 504 140	35 617 387	36 869 583
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	537 250	133 597	-23 744	-376 301	973 535
Impôts sur les bénéfices	-1 147 329	-2 168 189	-831 722	-924 796	-818 517
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	999 531	2 327 909	789 712	387 884	1 565 159
Résultat distribué	0	0	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION :					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,57	0,74	0,29	0,09	0,71
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,34	0,87	0,30	0,15	0,62
Dividende attribué à chaque action	0,00	0,20	0,30	0,25	0,25
PERSONNEL :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	356	349	352	353	358
Montant de la masse salariale de l'exercice	16 232 045	16 150 903	17 067 852	17 573 913	18 094 535
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	8 070 747	8 061 476	8 470 786	8 654 006	8 686 739

D/ Rapport des contrôleurs légaux

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

SOFT COMPUTING

Société anonyme
au capital de 502 447,20 €
55, quai de Grenelle
75015 PARIS

Exercice clos le 31 décembre 2013

Grant Thornton
Commissaire aux Comptes
100, rue de Courcelles
75849 Paris Cedex 17

Serec Audit
Commissaire aux Comptes
21, rue Leriche
75015 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Société Soft Computing

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **SOFT COMPUTING**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les fonds de commerce sont évalués selon les modalités présentées au paragraphe « Suivi des fonds de commerce » de la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre société et nous nous sommes assurés que la note de l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle.

Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

En application de la loi, nous vous signalons que :

- le rapport de gestion ne comprend pas toutes les informations sociales et environnementales prévues par l'article L. 225-102-1 du code de commerce ;
- il n'a pas été procédé à la désignation d'un organisme tiers indépendant chargé de vérifier les informations sociales et environnementales.

Paris, le 18 avril 2014

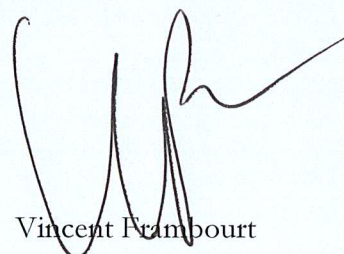
Serec Audit



Benoit Grenier

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International



Vincent Frambourt